

lorsqu'elles doivent acquitter des impôts aussi élevés.

Quand les libéraux étaient dans l'opposition ils disaient qu'ils allaient diminuer les impôts, mais les mesures qu'ils prennent maintenant videront les goussets des Canadiens. Monsieur le président, l'avenir prouvera que j'avais raison. Voilà ce qui nous amène graduellement à l'État-Providence, mais je ne crois pas qu'il y ait beaucoup de différence entre les agissements d'un État-Providence intégral et le genre de mesure qu'on nous propose. Le gouvernement joue le rôle d'une nourrice pour l'industrie et essaie de s'immiscer dans les affaires privées de la même façon qu'il l'a fait pour les organismes de bien-être.

L'homme dans un tel régime perd toute ambition et toute initiative; la volonté n'est pas affermie, mais amollie, désorientée et soumise, l'homme n'est pas forcé à agir, mais on entrave son action. Un tel régime empêche l'existence, il ne tyrannise pas, mais il comprime, il énerve, éteint et abêtit un peuple à tel point que la nation devient tout simplement un troupeau de moutons timides et industriels dont le gouvernement est le berger. Lorsque nous en serons rendus là nous serons devenu un État socialiste, car il n'y aura aucune différence entre ce résultat et le résultat du socialisme ou du communisme.

L'État socialiste exproprie vos biens et vous dédommage plus tard, parfois cinq ou six ans après l'expropriation. Dans un régime d'État-Providence, l'État accapare vos profits et devient l'associé principal de l'industrie et du commerce. Quelle est la différence entre un État-Providence intégral et un État socialiste? La seule différence est dans la forme d'expropriation. Dans un régime communiste, l'État accapare la propriété et les profits, exploite l'entreprise et laisse au propriétaire autant de pouvoir que sous l'État-Providence.

Je déclare ici sans ambages que pour ma part je m'oppose à l'institution d'un nouveau ministère qui grossirait les rangs de la bureaucratie canadienne. Au sujet du socialisme, monsieur le président, il me semble que les libéraux sont plus socialisants que les socialistes canadiens. L'aile de droite du parti libéral est formée par les membres du Nouveau parti démocratique. Les faits sont là et ce qui est le plus étrange c'est qu'il y a sur les banquettes ministérielles, tant de millionnaires qui veulent socialiser tout le monde sauf eux-mêmes. Peut-être ont-ils en vue les fins ultimes de la bureaucratie.

Dans *The Intelligent Woman's Guide to Socialism*, George Bernard Shaw a très bien exposé le but final:

Je tiens également à préciser que le socialisme veut l'égalité du revenu ou rien, et qu'un régime

socialiste ne permet à personne d'être pauvre. Chacun sera, de force, nourri, vêtu, logé, instruit et employé, que cela lui plaise ou non. S'il était découvert qu'un individu n'a ni le caractère ni l'assiduité au travail qui repayent de tous ces efforts, il sera peut-être exécuté gentiment mais tant qu'on le laissera vivre, il devra vivre bien.

Voilà à quoi tend toute la bureaucratie édifiée dans le pays. Je sais que les socialistes y trouveront une exagération. Ce n'est pas ainsi qu'ils l'entendent mais néanmoins, ils forceront l'individu à faire ceci ou cela. Ils dicteront à l'industrie de se lancer dans telle ou telle réalisation et arrivé à ce point, il ne restera plus à l'État qu'à devenir propriétaire de toutes les entreprises industrielles du pays.

Je vais m'arrêter quelques instants à une industrie en particulier. J'en ai parlé aujourd'hui en posant une question au ministre du Commerce qui m'a répondu que je faisais un discours. Il s'agissait de l'industrie pétrolière. Quand le gouvernement conservateur est arrivé au pouvoir, l'Ouest canadien produisait environ 256,000 barils de pétrole brut par jour qu'il avait de la peine à écouler dans le pays et à l'étranger. Par suite de la politique pétrolière du gouvernement conservateur, la production s'est élevée à 800,000 barils par jour et les importations américaines de pétrole canadien ont valu au pays des millions de dollars. En effet, les États-Unis signèrent un accord de contingentement en vertu duquel l'Ouest canadien disposait d'un marché dans le Nord-ouest américain.

Aujourd'hui, le ministre du Commerce a esquivé ma question en disant que je faisais un discours, mais en répondant au député d'Acadia hier, au sujet de la même question, il a déclaré «Nous avons eu des entretiens avec les Américains et nous en aurons d'autres.» Les mots à eux seuls, monsieur le président, n'ont jamais créé ni l'industrie ni le commerce. Nous voulons des initiatives. Nous avons entendu parler de ces 60 jours d'action mais, en fait, les libéraux nous ont donné un marathon de 60 jours de paroles.

A propos de cet accord intéressant l'Ouest canadien, si l'industrie pétrolière perd du terrain il en résultera une grande perte non seulement pour l'Ouest mais pour le pays en général, car pour la première fois depuis de nombreuses années—24 ans je crois—notre balance commerciale avec les États-Unis s'équilibrait en dollars. La chose s'est produite sous l'ancien gouvernement conservateur. A entendre les vis-à-vis parler de l'industrie, on croirait presque qu'ils l'ont inventée. Sans commerce extérieur, c'en serait fait du Canada. Il nous faut des échanges. Qui donc, en Alberta, vingt longues années durant, s'est opposé à l'exportation aux États-Unis du gaz naturel de cette province?